

Paris, le 22 mars 2022

Monsieur Gilles VINCENT
Président d'AMORCE

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire parvenir les analyses et les propositions d'AMORCE dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle des 10 et 24 avril prochains et je vous en remercie. Les enjeux de développement durable sont au cœur du projet que je porte pour notre pays, comme ils ont été au cœur de mes combats et de mon action, qu'il s'agisse de la reconnaissance du caractère scientifique du changement climatique lorsque j'ai été ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou des politiques que je conduis à la tête de la région Île-de-France. Les collectivités locales jouent un rôle déterminant dans la transition écologique. C'est donc avec une attention toute particulière que j'ai pris connaissance de vos propositions, et je suis heureuse de partager avec vous les grands choix que je propose aux Françaises et aux Français.

Comme vous, je pense qu'il n'y aura pas de transition écologique réussie au détriment du pouvoir d'achat. Tout change et tout doit changer : nos façons de produire, de consommer, de construire, de nous chauffer, de nous déplacer par exemple. Notre ambition doit être de faire de la transition écologique un moteur de la croissance économique française, un moteur de la production en France et de l'emploi pour les Français.

En ce qui concerne la rénovation énergétique, je ferai basculer nos efforts de rénovation des bâtiments, publics et privés, dans une autre dimension : celle des résultats ! Pour cela, mes priorités seront la rénovation performante qui permet de gagner plusieurs classes énergétiques avec un budget maîtrisé, la baisse du reste à charge et la meilleure utilisation des potentiels locaux de matériaux biosourcés.

Je m'appuierai notamment pour cela sur les collectivités qui sont les mieux à même d'organiser au plus vite l'augmentation significative du nombre de chantiers réalisables chaque année, en pilotant l'offre des artisans de leur territoire, en orientant rapidement la formation professionnelle ou encore en cadencant le rythme quartier après quartier. Je créerai également les conditions de la confiance, par la mise en place de contrôles de qualité et la chasse aux offres trompeuses. Nous fusionnerons le livret A et le livret développement durable en un livret vert doté de 470 milliards de ressources.

Je souhaite également mettre en place des aides pour les ménages les plus modestes qui vont être touchés par la mise en œuvre des zones à faible émission, dispositifs particulièrement excluants qui visent à éliminer les anciens véhicules les plus polluants. Je demanderai aux loueurs de voitures de ne plus acheter que des véhicules électriques à l'horizon 2030, de telle

sorte que le marché de l'occasion soit alimenté par les reventes des loueurs. Je veux soutenir la filière automobile dans ses investissements en R&D pour des véhicules plus propres, plus digitalisés, et pour la production de batteries sur notre territoire, mais également la filière du retrofit qui souffre encore de normes d'homologation trop complexes.

Nous devons aussi favoriser l'économie circulaire. Je veillerai à ce qu'il n'y ait plus aucun emballage plastique à usage unique non recyclable d'ici à la fin du quinquennat. Pour permettre le recyclage des équipements numériques, les Français qui restitueront à cette fin leur vieux téléphone ou leur ordinateur, se verront restituer un chèque de, respectivement, 10 ou 50 euros. Sur les 100Mt de déchets ménagers ou d'entreprises collectés (mais hors déchets dangereux et déchets du bâtiments), encore 17,5Mt vont en enfouissement direct, et 14,5 Mt vont en incinération : le reste est recyclé ou composté. Nous avons les moyens de passer d'environ 80%, à près de 100% de déchets ménagers recyclés ou valorisés en énergie en 10 ans. J'éradiquerai les 5 000 décharges sauvages grâce à la vidéoprotection et au triplement des sanctions. Je rendrai les matières premières recyclables moins coûteuses que les matières premières vierges. Au titre du principe pollueur-payeur, je ferai de l'écocontribution un outil permettant de rendre les matières premières recyclées, moins coûteuses que les matières premières vierges extraites à l'autre bout du monde.

Pour décarboner la consommation des ménages et leurs investissements, qu'il s'agisse par exemple du remplacement des véhicules thermiques ou des chaudières à fioul, je ferai confiance aux incitations financières plutôt qu'à des taxes.

Sur le plan de la fiscalité écologique, celle qui a pour réelle finalité de réduire ou compenser les atteintes à l'environnement, il s'agira de la sanctuariser, pour garantir en toute transparence aux Français que cet argent sert à les aider à faire face à leurs dépenses de transition, ou alors leur est redistribué intégralement. Le montant des prélèvements obligatoires en termes de fiscalité écologique restera constant pour les ménages et les entreprises françaises.

Mon ambition est également de faire de la transition écologique une composante majeure de la souveraineté industrielle, économique et énergétique de la France.

Mon projet de réindustrialisation est étroitement lié à mon ambition écologique, pour une raison simple : il y a autant d'émissions de carbone liées à tous les produits que nous importons de l'étranger que le total de toutes les émissions de toutes les activités sur le territoire national. A titre d'exemple, il faut environ 2 fois plus de dioxyde de carbone pour produire une tonne d'acier en Chine qu'en France. Ce fait absolument majeur est à peine abordé dans les différents plans climat du Gouvernement sortant. En réindustrialisant la France, nous pourrions éviter jusqu'à un milliard de tonnes de CO2 sur 30 ans. Cela va de pair avec une ambition forte en matière de décarbonation de l'industrie (béton bas carbone, acier bas carbone ...) et d'économie circulaire, car l'industrie doit disposer de sources de matériaux recyclés domestiques. Et les produits qui en contiennent doivent être favorisés.

Pour réussir cette réindustrialisation, il y a les mesures que je prendrai au niveau national – à savoir la baisse des impôts de production, la fin du cauchemar bureaucratique, les clauses carbone dans tous les appels d'offres publics et les dispositifs d'aides publiques. Au niveau européen, nous devons mettre en place un système de quotas carbone enfin efficace et à

l'échelle : c'est-à-dire couvrant davantage de secteurs d'activité et garantissant une trajectoire du prix du carbone stable pour les industriels. Sur les derniers mois, le prix de la tonne a varié du simple au double. Il faut réviser les quotas carbone pour couvrir plus de secteurs et introduire un prix plancher et un prix plafond du carbone. En miroir, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières devra être instauré au plus vite, sur davantage de produits (l'étendre à l'hydrogène par exemple) et au même prix que les quotas internes au marché européen pour éviter le dumping environnemental et les fuites carbone. Il faudra aussi réformer les règles européennes en matière de certificats d'économie d'énergie et de garanties d'origine renouvelable afin que ces dispositifs soient bien au service de la diminution des émissions de CO₂.

De plus, je veillerai également à ce que l'industrie de notre pays s'illustre dans les futures technologies qu'il faudra déployer à l'horizon de dix à quinze ans. Au-delà des émissions évitées et des créations d'emplois qualifiés que la réindustrialisation produira, elle rendra également possible les innovations de rupture dont nous avons besoin pour décarboner des pans entiers de notre économie. La recherche publique est indispensable mais elle n'est pas suffisante. Pour l'électronique de puissance pour l'automobile, les batteries, les microvoitures, le recyclage poussé mais aussi le solaire nouvelle génération, l'hydrogène décarboné, les carburants et gaz de synthèse, les engrais bas carbone, la capture et le stockage du CO₂, ma priorité sera de créer des filières nationales, en s'appuyant sur notre histoire industrielle autour du nucléaire, nos grands chimistes pour l'hydrogène décarboné, nos constructeurs automobiles et équipementiers pour le véhicule électrique, et nos leaders de l'économie circulaire. Jusqu'ici la transition énergétique a surtout consisté à importer pour des milliards chaque année des panneaux photovoltaïques, des batteries ou des éoliennes. Nous ne pouvons continuer ainsi : nos centres de recherche et nos entreprises ont tous les atouts pour jouer un rôle de premier plan dans la transition écologique, nous devons les accompagner et les soutenir.

Je veux aussi restaurer notre souveraineté énergétique, et, là encore, l'enjeu est aussi écologique. Nous devons réduire notre consommation d'énergie, accélérer notre transition vers l'énergie électrique, et nous devons produire cette électricité de façon décarbonée grâce à un grand plan de relance du nucléaire. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous lancerons les procédures pour la construction d'une première série de six réacteurs nucléaires. Je demanderai à la filière d'accélérer les calendriers aujourd'hui sur la table. Nous avons besoin des premiers réacteurs opérationnels dès 2035. Et nous lancerons une seconde commande au cours du quinquennat. Avec la confirmation du programme de rénovation de toutes les centrales existantes pour prolonger leur durée de vie autant que possible, la filière disposera ainsi de la visibilité lui permettant d'investir et d'embaucher. Avec les renouvelables, hydraulique, solaire et éolien, notamment éolien flottant, avec les flexibilités de la demande et le stockage, je prévois que le mix électrique reste quasiment décarboné, sans faire appel au gaz méthane fossile. Je veux également mettre l'accent sur les renouvelables non électriques. Je veillerai au plein et rapide développement du potentiel domestique des biocarburants, de la géothermie, de la biomasse bois, du traitement des déchets et du biométhane. Ils viennent en substitution directe des énergies fossiles qui aujourd'hui représentent les trois quarts de la consommation d'énergie. De nombreux projets sont en attente. Pour ce faire, j'augmenterai nettement les moyens du fonds chaleur pour décarboner l'existant et développer de nouveaux réseaux.

La santé environnementale est une composante essentielle de mon ambition écologique, comme de mon projet de politique de santé globale, qui vise à transformer en profondeur notre système de santé. Celui-ci doit être structuré non plus autour de l'offre de soins, mais autour de la demande de santé des Français. Comme le rappelle l'OMS, seulement 10% de notre santé est liée à l'efficacité de notre système de soins : les 90% restants sont liés au niveau d'éducation, à la catégorie socio-professionnelle, à la culture, à l'alimentation ou encore à l'environnement. C'est la raison pour laquelle je propose un grand ministère de la Santé globale pour avoir une approche véritablement transversale de la santé publique. Je souhaite ainsi combiner ces politiques, seule manière selon moi de gagner 3 ans d'espérance de vie en bonne santé d'ici 10 ans qui est l'objectif central de mon programme en matière de santé et pour lequel je souhaite sonner une mobilisation générale.

Je mène, à la région Île-de-France, une action déterminée pour l'amélioration de la qualité de l'air, et j'en ferai une priorité nationale. Je souhaite également généraliser les mesures contre les perturbateurs endocriniens dans tous les établissements accueillant des enfants, puis dans toutes les collectivités, sur le modèle de la charte contre les perturbateurs endocriniens mise en place en Ile-de-France par ma majorité. Je n'oublie pas un autre problème majeur : le bruit. Celui-ci représente un impact sanitaire considérable. Selon les dernières études, il atteint un coût sanitaire et économique similaire à celui de la pollution de l'air. Notre programme compte agir sur ce sujet qui concerne très fortement les citoyens. Toujours en matière de santé environnementale, je soutiens la mise en place de registres nationaux des cancers et des maladies rares, et j'encourage les logiques d'open-data sur les données environnementales, dans le respect de la RGPD et des recommandations de la CNIL.

Ce sont donc de grandes ambitions écologiques que je propose à la nation tout entière, dans le cadre d'accords et de coopérations internationales, et, souvent, de normes et de mécanismes européens. Mais ces ambitions ne pourront devenir réalité que si elles sont nourries, partagées et portées par l'ensemble des acteurs de nos territoires, et en particulier les collectivités locales, chacune dans leur domaine de compétence. Candidate à la présidence de la République, je propose une nouvelle grande étape de décentralisation, qui élargira et clarifiera ces compétences. Je propose surtout un choc de confiance, à tous les niveaux. J'ai pratiqué une méthode efficace - comme Ministre et Présidente de Région : c'est la concertation. Je réunirai toutes les parties prenantes pour établir les feuilles de route, et avancer tous ensemble.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Bien cordialement,

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE